

Nous essayons de protéger notre industrie des textiles, et pourtant, les États-Unis y ont renoncé. Ils l'emportent sur le plan de la capacité industrielle, de la productivité et de la compétence de la main-d'œuvre, et pourtant, ils cèdent progressivement cette industrie aux pays du tiers-monde et aux jeunes pays industrialisés en plein essor. Le Japon en fait autant. Il ne fait pas de doute que les tendances qui se manifestent dans d'autres pays, leur expérience et certaines études de marché qu'ils ont effectuées sont des facteurs à retenir dans les décisions que l'on prend au Canada.

Prenons les contingents de chaussures, par exemple. J'ai téléphoné au ministère de l'Industrie et du Commerce et demandé, à la direction des politiques, si l'on avait une idée du nombre d'années-homme qu'on protégeait en fixant des contingents pour protéger les fabricants canadiens. On m'a répondu que la direction ne s'occupait pas de cet aspect de la situation, qu'on ne posait pas la question. J'ignorais la réponse mais, par la suite, je l'ai découverte dans un document de travail publié par le comité d'importation des chaussures. J'ai découvert que de 1972 à 1976 l'industrie a, en fait, subi une perte de 345 années-hommes de travail. Cette perte est-elle attribuable aux importations? A des immobilisations accrues visant à améliorer les ateliers et ainsi la productivité dans l'industrie?

J'ai demandé en outre combien de fabricants de chaussures sont importateurs. Les députés seraient absolument renversés de voir la liste des fabricants protégés par le contingentement, qui importent des chaussures. Ils y gagnent sur les deux tableaux. Ils sont protégés sur le plan de la capacité de production et sur celui des contingents. J'ai demandé de plus si l'on faisait correspondre aux contingents une valeur monétaire, ce à quoi on a répondu non. Résultat? Un type a importé des centaines de milliers de sandales de plage bon marché. Il a bénéficié de quotas, et il a fait une petite fortune en les revendant.

Est-ce que l'imposition de ces quotas sur les textiles et les chaussures a aidé le petit salarié? Non. Cette politique a été un facteur important d'inflation. Dans l'industrie, le salaire moyen d'un travailleur est d'environ 13 000 dollars. Il est assez difficile d'élever une famille avec ce genre de salaire, mais que faisons-nous pour lui venir en aide? Accroissons-nous le pouvoir d'achat des salariés? Avec ce genre de politique, certainement pas. Les importateurs eux ont leurs frais généraux, leurs revenus et à leur service, des organisations entières. Les frais de voyage ont augmenté. Les importateurs ont donc cessé d'importer des chemises à 40 dollars la douzaine. Ils les importent maintenant à 80 dollars la douzaine. Soudainement, le marché s'est tari pour les petits salariés, et le consommateur en souffre. Quand on demande aux rêveurs qui prennent les décisions qui nous touchent tous s'ils avaient prévu cela, ils se contentent de hocher la tête. Je profite du débat sur le bill C-48 pour demander que l'on effectue une étude approfondie de ces questions qui ont des conséquences très vastes sur chacun de nous.

Je me demande parfois si la politique de quotas pour les textiles et les chaussures était délibérée. Est-on résolu à détruire la petite entreprise au Canada? Que se passe-t-il aujourd'hui dans la chaussure et le textile? Les fabricants de chaussures éliminent leurs problèmes de comptes à recevoir. Ils traitent avec des commerces importants, avec des chaînes de magasins. Ils ne veulent plus accepter de petites commandes

Tarif des douanes

qui leur causent du souci et cela nuit gravement à la distribution de la chaussure au Canada.

Je suis certain que si on faisait une étude de la petite entreprise on verrait bien que ce secteur aura toujours sa place au Canada. Nous avons un ministère de la petite entreprise. Ce ministère est-il fictif ou actif? Le ministre d'État (petite entreprise) (M. Abbott) a-t-il examiné les plaintes des petits détaillants? S'est-il demandé s'ils étaient en mesure de se procurer leurs marchandises auprès des fabricants canadiens? Je l'ignore. Je crois qu'une grave injustice se manifeste également à ce propos. On me dit que les manufacturiers canadiens ne sont pas exagérément avides que leurs prix sont très raisonnables, mais on me dit également qu'ils sont lents à livrer. En avril dernier, un très important manufacturier a informé un acheteur de l'Ouest que sa production d'automne était toute vendue. Cela indique que l'industrie canadienne a atteint sa capacité maximale. Le ministère de l'Industrie et du Commerce surveille-t-il ces indicateurs? Le ministère augmente-t-il les quotas pour prévenir une pénurie et pour garantir l'écoulement de tous les produits? Je le répète, ce sont les gagne-petit qui sont défavorisés en ce qui concerne ces deux produits.

Je voudrais également parler du gaspillage qui se fait. Nous avons bien réussi à dénoncer le gaspillage dans l'administration. Je siège moi-même à un comité de la Chambre qui s'emploie à sensibiliser les gens à cette question. Des preuves concluantes, démontrent, je crois, que le gouvernement a gaspillé quelque 2 milliards de dollars. Cette question a fait couler beaucoup d'encre et les Canadiens s'en rendent de plus en plus compte. Toutefois, ce montant est négligeable si on le compare au gaspillage que nous avons laissé envahir tout notre système. Le gaspillage qui se fait dans le secteur industriel est incroyable et il constitue à la fois une des plus grandes préoccupations et un des plus grands défis à relever au Canada. Le gaspillage est devenu un élément intrinsèque de notre système. Le régime fiscal que nous imposons au secteur dynamique engendre le gaspillage. Nous imposons ceux qui sont efficaces et qui font des profits. Nous devrions peut-être suivre l'avis des économistes qui mettent en doute les vieux principes. Nous devrions peut-être commencer à introduire un impôt sur le coût net et à réduire l'impôt sur l'efficacité et les profits.

Cela me ramène au GATT. J'ignore comment les négociateurs à la conférence peuvent nous rendre justice en l'absence de toute stratégie industrielle nationale. Nos négociateurs écoutent certains coulissiers et groupements d'intérêts. Ils considèrent les totaux et cherchent à les équilibrer en rognant ici et là. Ils improvisent sur toute la ligne. Comment pouvons-nous nous aborder une question aussi importante que celle du GATT quand nous sommes dépourvus de toute stratégie industrielle nationale ou même d'un plan? Cela me dépasse complètement et je prétends que la prochaine génération subira les conséquences de nos lacunes actuelles dans ces très importantes négociations.

Nos ennuis actuels sont en grande partie attribuables à la législation fiscale de 1971-1972. Je ne crois pas que rien de plus malhonnête, scandaleux et préjudiciable ne nous soit arrivé que l'apport du socialisme à la théorie fiscale selon laquelle, une piastre, c'est toujours une piastre. Si je dis cela, c'est que le fonctionnaire qui dépense pour le compte de l'État, le bureaucrate qui prévoit une dépense n'attache pas la même importance au dollar que son homologue du secteur privé,